

Japan hält an Geldpolitik fest

Tokio. Japans Zentralbank hält vorerst unverändert an ihrer extrem lockeren Geldpolitik fest. Das entschied die Bank of Japan (BoJ) am Freitag nach dem Abschluss zweitägiger Beratungen. In Marktkreisen war dies erwartet worden. Der Beschluss erfolgte zwei Tage, nachdem die US-Notenbank Federal Reserve wie erwartet erneut ihren Leitzins erhöht hatte. Das Zielniveau liegt dort nun bei 1,0 bis 1,25 Prozent und damit um 0,25 Punkte höher als bisher. Japans Notenbank versucht verzweifelt, die jahrelange Deflation im Land mit stetig fallenden Preisen dauerhaft zu überwinden und das Wachstum anzukurbeln. Sinkt das Preisniveau dauerhaft, können sich Unternehmen und Verbraucher in Erwartung noch billigerer Waren und Dienstleistungen stark zurückhalten, was die Wirtschaft abwärts drücken kann. Ihr Ziel, das sie jedoch wiederholt nach hinten schieben musste, ist eine Inflationsrate von zwei Prozent. Seit Februar 2016 gilt ein negativer Zinssatz von minus 0,1 Prozent. *dpa*

Bain bietet ebenfalls für Toshiba-Chipsparte

Tokio. Im Kampf um die Speicherchipsparte des finanziell angeschlagenen japanischen Technologiekonzerns Toshiba will der Finanzinvestor Bain Kreisen zufolge rund 2,1 Billionen Yen oder umgerechnet 17 Milliarden Euro auf den Tisch legen. Dies berichtete Bloomberg unter Berufung auf mit der Angelegenheit vertraute Personen. Der US-amerikanische Finanzinvestor und seine Partner haben demnach auch die Unterstützung von zwei staatlichen japanischen Institutionen gewonnen. Unter anderem deshalb gehört die Offerte neben dem Broadcom-Gebot, das sich auf knapp 18 Milliarden Euro beläuft, zu den Favoriten im Rennen um die Sparte. Bevor es aber zu einem Verkauf kommt, muss Toshiba noch die juristischen Probleme mit dem US-Partner Western Digital aus dem Weg räumen. *dpa*

Mehr Hedgefonds-Neugründungen

London. Die Anzahl der Hedgefonds-Neustarts ist im ersten Quartal erstmals in zwölf Monaten wieder gestiegen, während es in der 3 Billionen Dollar schweren Branche nach Jahren schwacher Leistung aufwärts ging. Insgesamt 189 Hedgefonds betraten den Markt, verglichen mit 153 im Vorquartal. Das geht aus Daten von Hedge Fund Research Inc. hervor. Zwar lag die Anzahl der Liquidierungen noch immer oberhalb der Start-ups, doch die Fonds-Schließungen gingen von 275 auf 259 zurück. Die Hedgefonds-Branche erholt sich offenbar langsam von ihrer schwachen Leistung und den ersten Nettoabflüssen im vergangenen Jahr seit 2009. Das vom Sektor verwaltete Vermögen stieg im ersten Quartal auf den Rekordwert von 3,1 Billionen Dollar. *Bloomberg*

L'effet Trump s'estompe-t-il déjà?

La croissance est au plus bas depuis trois ans

Les Etats-Unis se trouvent plutôt dans le bas du cycle de reprise enclenché depuis 2009, fin de la crise des subprimes.

L'ère de Donald Trump, en tant que nouveau président des Etats-Unis, s'ouvre avec une croissance au plus bas depuis trois ans, une inflation qui ralentit légèrement et surtout avec toute une partie des citoyens américains qui éprouve une haine viscérale à l'encontre de ses décrets restreignant l'immigration, sans oublier une politique étrangère plus que tendue avec les partenaires européens.

Les anticipations sur l'ampleur de la relance budgétaire après l'élection du 45^e président des Etats-Unis furent excessives pour beaucoup d'analystes et ne sont pas reprises par la FED dans ses décisions concernant la politique monétaire. Le marché s'adapte à présent aux réalités économiques du pays et bon nombre d'indicateurs à venir vont étayer les analyses de l'argentier américain, notamment les enquêtes économiques sur les niveaux d'activités des entreprises.

La croissance économique aux Etats-Unis qui a ralenti moins fortement que prévu au premier trimestre, reste toujours faible, ce qui interroge beaucoup les acteurs économiques. En effet, la tendance baissière du chômage est aujourd'hui plus que confirmée et les créations d'emplois restent solides. Initialement prévu autour de 0,7 %, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) américain a augmenté de 1,2 % en rythme annualisé selon la deuxième estimation publiée vendredi par le département du commerce, contre 2,1 % au dernier trimestre 2016. En analysant en détails les chiffres du PIB, on s'aperçoit que les dépenses de consommation des ménages, qui représentent à peu près deux tiers du PIB, ont crû de 0,6 % sur cette période, contre 3,5 % au quatrième trimestre 2016, en taux annualisé, soit le niveau le plus faible depuis fin 2009.

Autre composante importante du PIB sont les dépenses d'investissement. Selon les dernières données publiées, les entreprises ont constitué des stocks au rythme de 4,3 milliards de dollars au premier trimestre, contre 10,3 milliards de dollars en première estimation. Cette évolution des stocks a ainsi contracté de 1,07 points la croissance du PIB. L'investissement des entreprises en équipements a été révisé en baisse



L'effet positif de l'élection de Donald Trump semble doucement s'estomper et les fondamentaux économiques reprennent le dessus. (PHOTO: AFP)

à 7,2 % contre +9,1 % estimés le mois dernier.

L'indice PMI manufacturier et celui des services seront publiés en fin de semaine et sont attendus avec impatience pour fournir plus de précisions quant à la santé de l'économie américaine. Ces indices mesurent l'évolution des activités des entreprises à travers plusieurs paramètres et reflètent une bonne image de l'activité économique du pays dans son ensemble. Une tendance baissière est observée depuis le début d'année et confirme ainsi la faible croissance du PIB en ce premier trimestre. Néanmoins, on ne peut pas encore parler de véritable contraction de l'activité économique et certainement pas d'une récession. Les Etats-Unis se trouvent plutôt dans le bas du cycle de reprise enclenché depuis 2009, fin de la crise des subprimes. En effet, le marché anticipe une poursuite de l'expansion de l'activité économique, mais à un rythme moins soutenu que les derniers mois.

Un vaste projet de réforme fiscale

L'administration de Donald Trump a présenté en avril dernier son vaste projet de réforme fiscale qui vise 3.700 milliards de dollars de baisses d'impôts pour les entreprises sur les dix prochaines années et 1.800 milliards pour les ménages, soit un total astronomique de 5.500 milliards. Or, pour compenser cet allègement fiscal

sans hausse du déficit, il faudrait que les Etats-Unis enregistrent une croissance de plus de 4 % pendant la prochaine décennie. De plus, il semble que, malgré la majorité républicaine dans les deux chambres, le projet a du mal à être voté sous sa forme actuelle. Bon nombre de républicains plus conservateurs s'inquiètent de l'incidence d'une telle réforme sur le niveau de la dette du pays.

Du côté de la Réserve fédérale, Janet Yellen n'a pas tenu compte dans ses prévisions de ces promesses électorales et poursuit son resserrement monétaire. En effet, le comité monétaire a acté une hausse d'un quart de point de ses taux directeurs, les portant dans une fourchette entre 1 et 1,25 %. L'immense majorité des économistes anticipaient cette seconde hausse de l'année en se basant d'un côté sur la communication de la FED, précédant cette quatrième réunion de l'année, et le mandat de cette institution, c'est-à-dire le plein emploi et le contrôle de l'inflation. Les créations d'emplois sont largement positives autour des 150.000 supplémentaires par mois depuis le début d'année. L'inflation a accusé une légère baisse par rapport aux anticipations mais n'inquiète pas la présidente de la FED. Celle-ci a publiquement pris acte de cette baisse tout en indiquant que son origine se trouvait dans des facteurs moins importants. Janet Yellen a également in-

diqué qu'elle prendra son temps pour réduire le bilan de la FED, fortement augmenté par les rachats d'actifs. A première vue, la présidente maîtrise parfaitement la situation et semble redonner un peu de crédibilité au pays.

En bas de cycle économique

L'effet positif de l'élection de Donald Trump semble doucement s'estomper et les fondamentaux économiques reprennent le dessus. Le pays se trouve en bas de cycle économique et affiche des performances plus faibles qu'il y a quelques années en arrière. Néanmoins, la croissance se maintient toujours à des niveaux largement positifs, mais le véritable facteur d'incertitude reste le président des Etats-Unis lui-même. Les derniers revirements concernant notamment l'utilité de l'OTAN ou la levée du décret limitant l'immigration met à mal la crédibilité de ses actions. Ces risques politiques contaminent également l'économie européenne. Pour le moment, l'Europe semble en meilleur posture avec les différentes échéances électorales passées sans l'arrivée des partis extrêmes au pouvoir. Avec une croissance de 1,7 %, la zone euro a même dépassé la croissance de 1,6 % des Etats-Unis en 2016. «Wait and see» comme disaient si bien nos amis américains.

Mike Felten
Directeur Fortuna Banque s.c.

Amazon kauft Lebensmittelkette Whole Foods Market

Die Läden sollen unter der bisherigen Marke weiterarbeiten

Seattle. Amazon steigt in einer Strategiewende groß in den stationären Lebensmittelhandel in den USA ein. Der weltgrößte Online-Händler übernimmt die Bio-Kette Whole Foods Market für rund 13,7 Milliarden Dollar. Die Läden sollen unter der bisherigen Marke weiterarbeiten.

Whole Foods Market betrieb nach jüngsten Zahlen aus dem Frühjahr 461 Lebensmittel-Supermärkte. Davon entfiel ein Großteil mit 440 Geschäften auf den USA, weitere 12 waren in Kanada und 9 in Großbritannien. Die 1978 gegründete Firma ist auf hochwertige - und entsprechend teure - Le-

bensmittel spezialisiert. Amazon hatte in den vergangenen Jahren den stationären Handel stark unter Druck gesetzt, unter anderem mit günstigeren Preisen. Im Geschäft mit Lebensmitteln preschte der Online-Händler unter anderem mit dem Service Amazon Fresh vor.

Der Konzern zeigte zuletzt aber immer mehr selbst Interesse am Geschäft mit Einkaufsläden. So eröffnete Amazon mehrere Buchgeschäfte in den USA und schmiedet auch Pläne für kleine High-Tech-Supermärkte, die von wenigen Mitarbeitern betrieben werden können. *dpa*